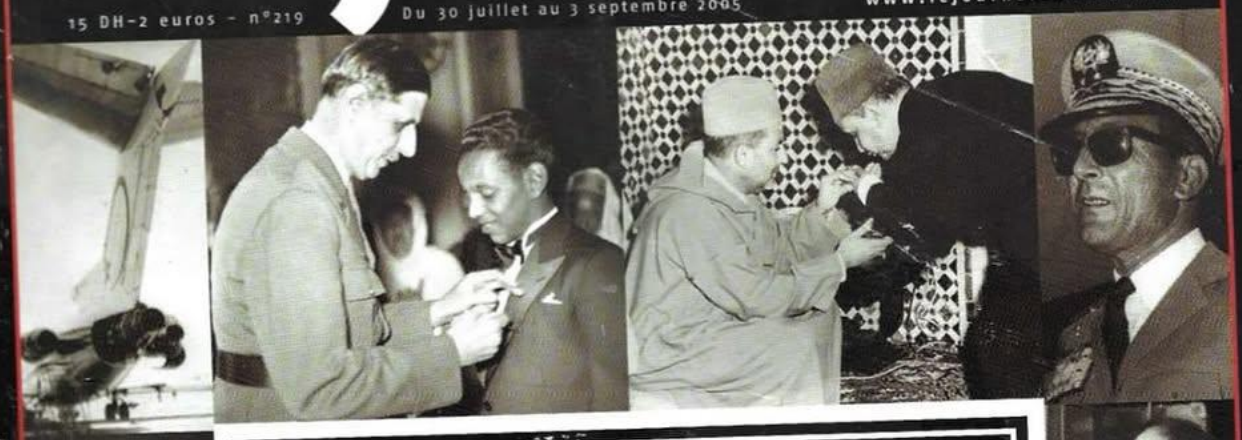
EDITION SPECIALE

HEBDOMADAIRE

le journal

15 DH-2 euros - n°219 Du 30 juillet au 3 septembre 2005 www.lejournal-hebdo.com



1905-2005 UN SIECLE MAROCAIN

3

Dépôt légal 2001/0012 - ISNN 1114-3576 Directeur de la publication : Aboubakr Jamai

1944-1955 Les National

DEMAIN, L'INDÉ

Mohammed V intronisé.

1946

Le théâtre de la résistance

Abdelkader Badaoui est monté pour la première fois sur scène. L'expression théâtrale devait être engagée et nationaliste ou ne pas être. Badaoui fait de la scène une tribune de combat et de mobilisation pour l'émancipation du pays. Il joue «La voix de la conscience», entre autres, dans les années 1940. Puis «Les jeunes travailleurs», après les événements sanglants du 8 décembre 1952.■

1947

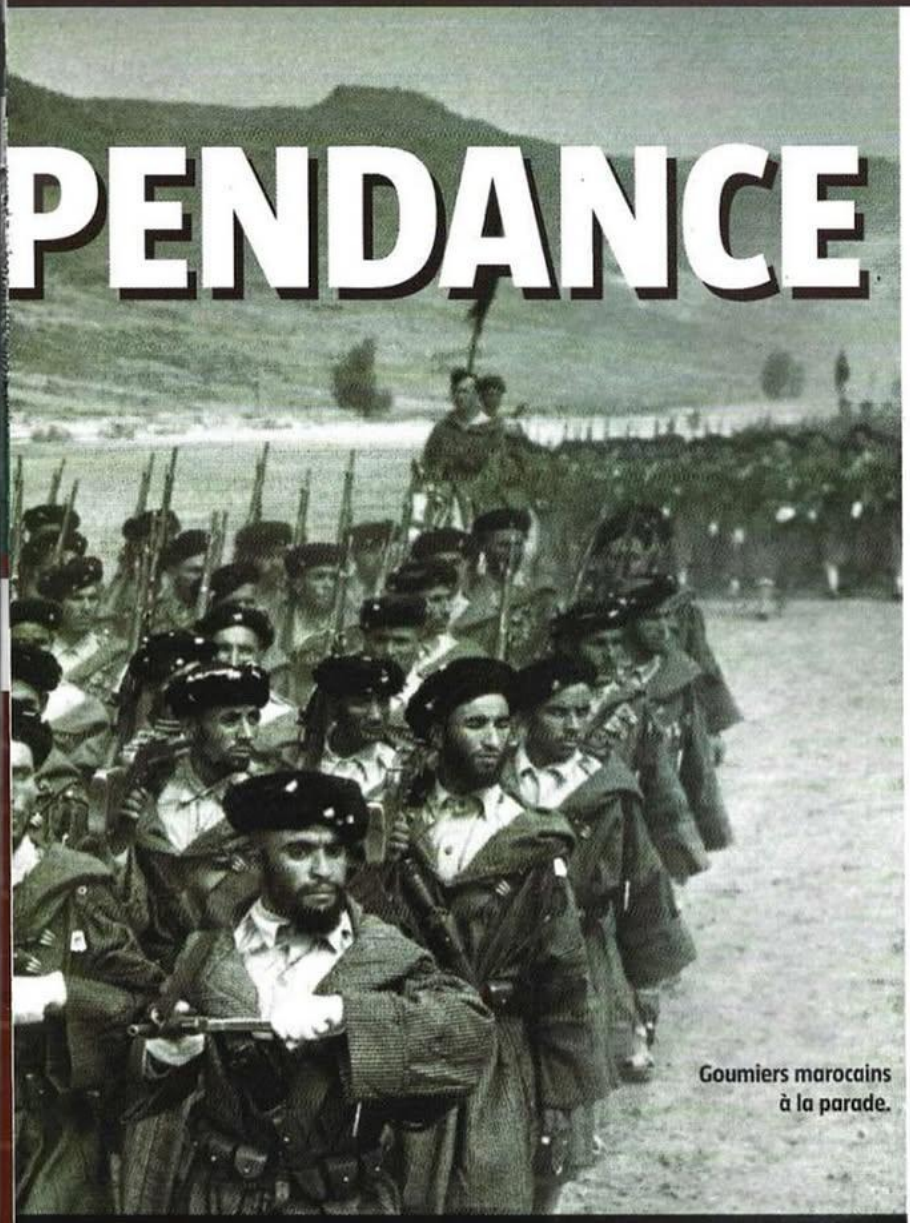
Cerdan, le Casablancais

Le boxeur Marcel Cerdan est sacré champion du monde des poids moyens après sa victoire sur l'américain Tony Zale. Né en Algérie, à Sidi bel Abbès, Marcel Cerdan a passé la plus grande partie de sa vie à Casablanca. Grâce à ce pied-noir, la France meurtrie et humiliée de l'après-guerre s'offre une revanche sur le mauvais sort et se donne l'impression de défier l'invincible Amérique. Le pays tout entier vibre à l'unisson de son champion et de son égérie, la «môme Piaf». ■

PENDANCE

Il faudra onze ans pour que la revendication de l'indépendance, déclarée début 1944, soit entendue par les Français. Une décennie de lutte.

PAR MOHAMED MAÂROUF DAFALI
HISTORIEN AVEC TAÏEB CHADI



Goumiers marocains à la parade.

ROGER VIOLLET

Alors que les prémices de l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale contraignent le Mouvement national à quitter à contrecœur la scène politique en 1937, car ses membres sont condamnés à l'exil, à la prison ou sont repliés sur eux-mêmes, la fin de la guerre favorise le réveil et la «renaissance» du mouvement sous une forme qui passe par la vénération des martyrs et des victimes de 1937.

La renaissance du patriotisme marocain n'est pas ordinaire. Les patriotes s'attachent à réaliser un nouveau rêve, celui de «l'indépendance», laissant de côté leur ancienne exigence, «la réforme». Un parti, composé des éléments du parti nationaliste fondé en 1937, des éléments des associations des anciens élèves et d'autres personnalités, présente le 11 janvier 1944, un manifeste au Sultan, à la Résidence Générale, aux consulats américain et anglais, y spécifiant qu'il ne peut y avoir de réforme que dans le cadre de l'indépendance. Augurant bien de la revendication, le parti choisit comme nom «Parti de l'Istiqlal». Deux jours après la présentation du manifeste, le «Mouvement national» présente aux mêmes hautes instances le même manifeste avec des modifications qui lient l'indépendance à la démocratie. Il change son nom pour devenir «Mouvement National Indépendantiste».

Le manifeste du 11 janvier et le manifeste du 13 janvier foudroient les Français, non seulement parce que le second appuie et soutient le premier, mais aussi parce qu'il écarte toute possibilité d'exploiter tout •••

1953

Attentat au Marché Central

Une bombe explose au marché central de Casablanca. Bilan, dix-sept morts et des dizaines de blessés, en majorité des Français. Selon des témoignages, cette bombe artisanale, qui pèse 70 kg, a été fabriquée par des nationalistes à la nouvelle médina. C'est de là qu'ils l'ont transportée, sur une brouette, jusqu'au marché central. ■

1954

La perle noire consacrée

Larbi Benbarek, alors sociétaire de l'Olympique de Marseille, honore sa dernière sélection en équipe de France face à l'Allemagne, en amicale. Cette sélection tardive, c'est au public du Parc des Princes que Larbi la doit. Neuf jours avant le match devant opposer les Bleus aux champions du monde en titre, Larbi est rayonnant, il dispute sous le maillot de l'Afrique du Nord le rencontre amicale France-Afrique du Nord (2-3).■

MANIFESTE Ouatiqat Al Istiqlal

Le 11 janvier 1944, le Parti de l'Istiqlal, nouvellement créé, présente au Sultan Sidi Mohammed Ben Youssef un texte intitulé «Ouatikat Al Istiqlal», le Manifeste de l'indépendance. Le Parti de l'Istiqlal, qui englobe les membres de l'ex-Parti national et des personnalités indépendantes, y revendique ouvertement, et pour la première fois, l'indépendance du Maroc. Le manuscrit du Manifeste de l'indépendance a été signé par 66 personnalités de 11 villes. On y trouve 18 membres de l'enseignement, 10 oulémas, 7 membres de professions libérales, 4 juges, 6 fonctionnaires du Makhzen, 4 juges, 8 commerçants, et 5 agriculteurs. Les plus connus sont Ahmed Balafrej, Mohamed El Yazidi, Kacem Zhir, Abou Bakr Sbihi, Ahmed Mekouar, Abderrahim Bouabid, et Mehdi Ben Barka, alors âgé de 24 ans. La diffusion du manifeste connaît un grand succès. Les pétitions de soutien foisonnent. La réponse française, elle, ne se fait pas attendre. Le général de Gaulle tempête. Il ne veut plus entendre parler du mot «indépendance» au Maroc. Le 29 janvier, 18

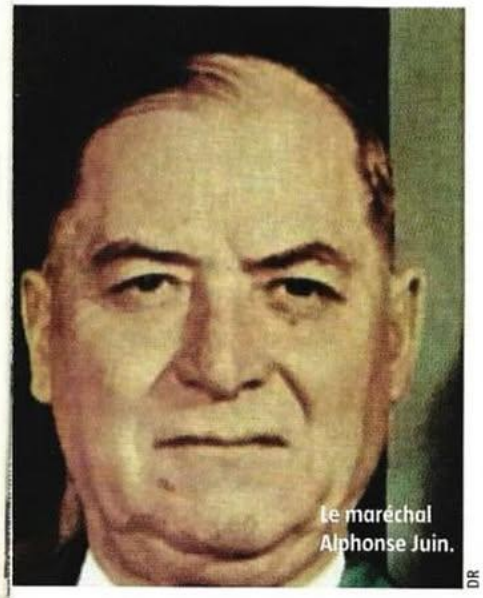
••• désaccord entre les deux parties pour rejeter la revendication.

UNE NOUVELLE ÈRE

La Deuxième Guerre mondiale prend fin. Emerge alors une nouvelle ère mondiale conduite par les Américains, avec l'apparition de slogans tels que le droit des nations à l'autodétermination et la course pour gagner l'attachement des pays dominés dans le cadre du début de la guerre froide entre le bloc capitaliste et le bloc socialiste. Le Maroc tire profit de ce nouvel environnement qui impose aux alliés des Etats-Unis de se soumettre aux modèles de liberté et de démocratie, même dans leurs colonies. L'arrivée d'Eric Laboone, le nouveau résident général, avec des instructions comprenant la grâce pour les exilés et les détenus, et l'ouverture d'une nouvelle page avec le mouvement nationaliste marocain. Les grands leaders comme Allal El Fassi et Mohamed Ben Hassan El Ouazzani reviennent de l'exil.

L'année 1946 voit le début de la restauration de l'édifice politique national. Allal El Fassi prend les commandes du parti qui a vu le jour en son absence en 1944, le «Parti de l'Istiqlal». Mohamed Ben Hassan El Ouazzani fonde, sur les décombres du mouvement national devenu en 1944, le «Mouvement National Indépendantiste», un parti sous la dénomination de «Parti de la Choura et de l'Istiqlal». La scène politique nationale s'anime à nouveau. La presse partisane telle que «El Alam» et «Arrai Al Am» prend le relais.

Les relations avec les autorités de la Résidence Générale s'enveniment. Les nationalistes exigent l'indépendance alors que les autorités du protectorat sont prêtes à mettre en œuvre les réformes revendiquées dans les années 30. Le chef du Parti de la Choura et de l'Istiqlal, Mohamed Ben Hassan El Ouazzani, propose aux Français un projet d'une indépendance par étapes, précédée par l'établissement d'une Constitution qui régit l'autorité au Maroc et prépare ainsi la voie à l'indépendance. Le Parti de l'Istiqlal entre au conseil consultatif du gouvernement pour montrer sa bonne foi et son désir de collaborer de manière à servir l'intérêt du pays... Néanmoins, les positions modérées n'aboutissent pas. Les nationalistes veillent à la mondialisation de la cause marocaine et la présentent aux instances internationales. Ainsi, des débats s'engagent à cet effet aux Nations Unies en 1951.



Le maréchal Alphonse Juin.

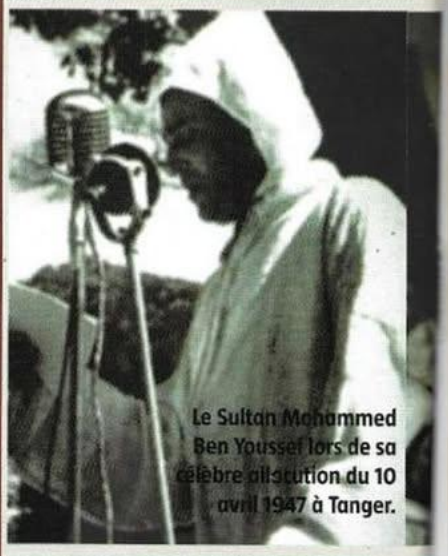
DR

LE TEMPS DES VIOLENCES

En 1947, en vue d'entraver le périple du Sultan Mohamed Ben Youssef à Tanger, les Français provoquent des incidents à Casablanca à la veille du voyage. Ils arrêtent et torturent des gens, secondés en cela par les soldats sénégalais qui travaillent au sein des forces françaises.

Les Résidents généraux Alphonse Juin et Augustin Guillaume participent à la planification de la déportation du sultan en 1953 et à l'installation d'un nouveau sultan avec la bénédiction de certains dignitaires tels que le pacha de Marrakech El Glaoui, le cheik Abdelhay Kettani et d'autres. Par des mesures aussi violentes, les autorités françaises repoussent toute possibilité de dialogue et freinent toute action politique nationaliste modérée. Depuis 1947, circulent des idées indiquant la nécessité de répliquer à la violence par la violence. La situation crée un débat au sein des organisations partisanes, entre les bases des partis qui défendent l'action armée et les directions qui croient en l'utilité de l'action politique, même à long terme. Au moment où la résistance armée s'accroît et acquiert une popularité croissante, le mouvement national politique accentue le rythme de sa lutte contre la France dans les instances internationales. La situation intérieure au Maroc comme la situation

DISCOURS



Le Sultan Mohammed Ben Youssef lors de sa célèbre allocution du 10 avril 1947 à Tanger.

PHOTOS D.R.

des signataires du manifeste, dont Ahmed Belafrej, Mohamed El Yazidi, Abderrahim Bouabid et Medhi Ben Barka, sont arrêtés pour «intelligence avec l'ennemi». L'ennemi est en l'occurrence le Reich, qui a évacué l'Afrique du Nord huit mois plus tôt. Les émeutes populaires qui éclatent à travers tout le pays sont sauvagement réprimées. La police française torture et fusille sans jugement. Il y a des dizaines de morts, des centaines de blessés et des milliers d'arrestations. Mohammed V est aussi rappelé à l'ordre. Il est vertement tancé par René Massigli, commissaire aux Affaires étrangères de la France libre. Le sultan convoque ses vizirs et leur déclare que «le mot d'indépendance doit disparaître et des coeurs et des bouches». Un accord secret entre les nationalistes et le sultan prévoyait que ce dernier observerait une relative réserve pour ne pas donner à la France prétexte à sa déposition.■

Tuerie Daqat Saligane

Le 7 avril 1947, vers 16 h, plusieurs centaines de Marocains sont massacrés dans la nouvelle médina de Casablanca par des tirailleurs sénégalais ou originaires d'autres pays africains, sous domination française, sous les ordres d'officiers français et avec la complicité de la police.
Philippe Boniface, chef de la Région de Casablanca, a poussé les tirailleurs, qui campent dans une caserne au boulevard Ahmed Sebbagh, à massacrer les Marocains, dont des femmes, des vieillards et des enfants, à la suite d'une banale histoire de femmes légères.
Ils tirent à l´aveuglette sur tous les autochtones qui se trouvent à leur portée. Sans armes, ceux-ci ne se défendent que par des jets de pierres. Les soldats sont partis chercher des armes automatiques et d'abondantes munitions dans leur caserne, au vu et au su de leurs supérieurs français, qui n'interviendront à aucun moment pour faire cesser la tuerie.
Certains occupent des maisons et tirent sur les passants depuis les terrasses et les fenêtres. D'autres installent des automitrailleuses à l'entrée de Bousbir et dirigent leurs tirs sur les citoyens.
Les forces de police n'arrivent, à dessein, sur les lieux, qu'après le massacre, qui a fait plusieurs centaines de morts et de nombreux blessés. La tuerie prit des heures, sans que Boniface fasse le moindre geste pour y mettre fin. À 19 heures, les forces de police n'ont pas encore rétabli l'ordre.
Devant cette situation, des détachements de garde mobile et de gendarmerie ont été appelés sur les lieux et réussirent alors à désarmer les soldats africains embusqués aux Derbs El Kabir et Laafou.
Par le genre de sa provocation et le nombre de ses victimes, le coup des Sénégalais ou «Dakkat Saligane» comme on le nomme à l'époque, rappelle d'une manière plus odieuse et plus sanglante, le massacre, la répression, les arrestations et les déportations à Rabat, à Salé et à Fès de janvier 1944, qui ont suivi la présentation du Manifeste de l'indépendance.■

internationale ne sont pas favorables aux Français. Ainsi, certains responsables français commencent à penser à de nouvelles politiques. Cet appel trouve écho dans l'opinion publique française, parmi les libéraux et les intellectuels depuis 1954 pour prendre de l'ampleur à partir du début de l'été de 1955, notamment après l'assassinat du duc De Broglie, patron du journal «Maroc Presse» et sympathisant de la cause marocaine, par les clans de «Présence française». Ainsi, la France renoue le contact avec les chefs du Mouvement national et éloigne certains responsables français de l'administration du Protectorat. Dans les discussions d'Aix-les-Bains et de Paris entre les nationalistes marocains et les Français, les premiers considèrent le maintien du sultan sur le Trône comme la clef de la cause marocaine. Le sultan reviendra d'exil, à Paris puis au Maroc. Le premier gouvernement national est formé. Parmi les premières tâches de ce gouvernement, celle de mener des négociations avec la France en vue d'annuler le Traité de Paris de 1912 et le remplacer par un autre traité qui mettrait fin à la période de tutelle et de protection française.■

Le «coup de Tanger»

La Princesse Lalla Aïcha parlant au public de Tanger.

Tanger, le 10 avril 1947, place du Grand Socco. Le sultan Sidi Mohamed Ben Youssef prononce pour la première fois en public le mot «indépendance». Parfaitement conscient aussi bien des enjeux internes que ceux externes, Mohamed V allait rappeler en même temps, à la France et à l´Espagne, ainsi qu´aux nations qui administraient la ville de Tanger, l´intégrité territoriale du Maroc et son unité politique.
Dans ce discours de portée historique, le sultan évoque l'unité du pays, sa langue, sa culture, et ses aspirations à un avenir prospère. Cela dit, il s'abstient, pour la première fois, de lire la phrase rituelle ajoutée par la résidence, rendant hommage «aux Français, épris de cette liberté qui conduit le pays vers la prospérité et le progrès».
Certains historiens marocains affirment que c'est Mehdi Ben Barka qui a eu l'idée de supprimer cette phrase qui rendait hommage aux français. Il a conseillé et convaincu Mohammed V de le faire.
Le résident général, Erik Labonne a été à la fois, surpris et embrassé. A Paris, on avance que le libéral résident général «a été roulé», par le sultan. On parle même du «coup de Tanger». Cette sortie publique spectaculaire du sultan a été, par contre, favorablement accueillie par les nationalistes.
Le mouvement national soutient solennellement et à l'unanimité Mohammed V. «Sidi Mohamed voulait affirmer l'unité de son emprise en se rendant à Tanger où aucun sultan n'était allé depuis un demi siècle. La ville avait retrouvé le statut international, mais le souverain tenait à marquer qu'elle demeurait marocaine.
Dans le même esprit, il tenait à passer la zone khalifale sous le contrôle espagnol», écrit l'historien français Charles André Julien.
Le voyage et le discours déclarent la fin d'une étape. Ils annoncent, également, une nouvelle étape. Désormais, les revendications du peuple marocain prennent une nouvelle démarche.
L'alliance entre le sultan et les nationalistes devient officielle. Elle constituera «un profond tournant, un tournant historique», avouera Eric Labonne, des années plus tard. ■

PHOTOS ROGER VIOLLET

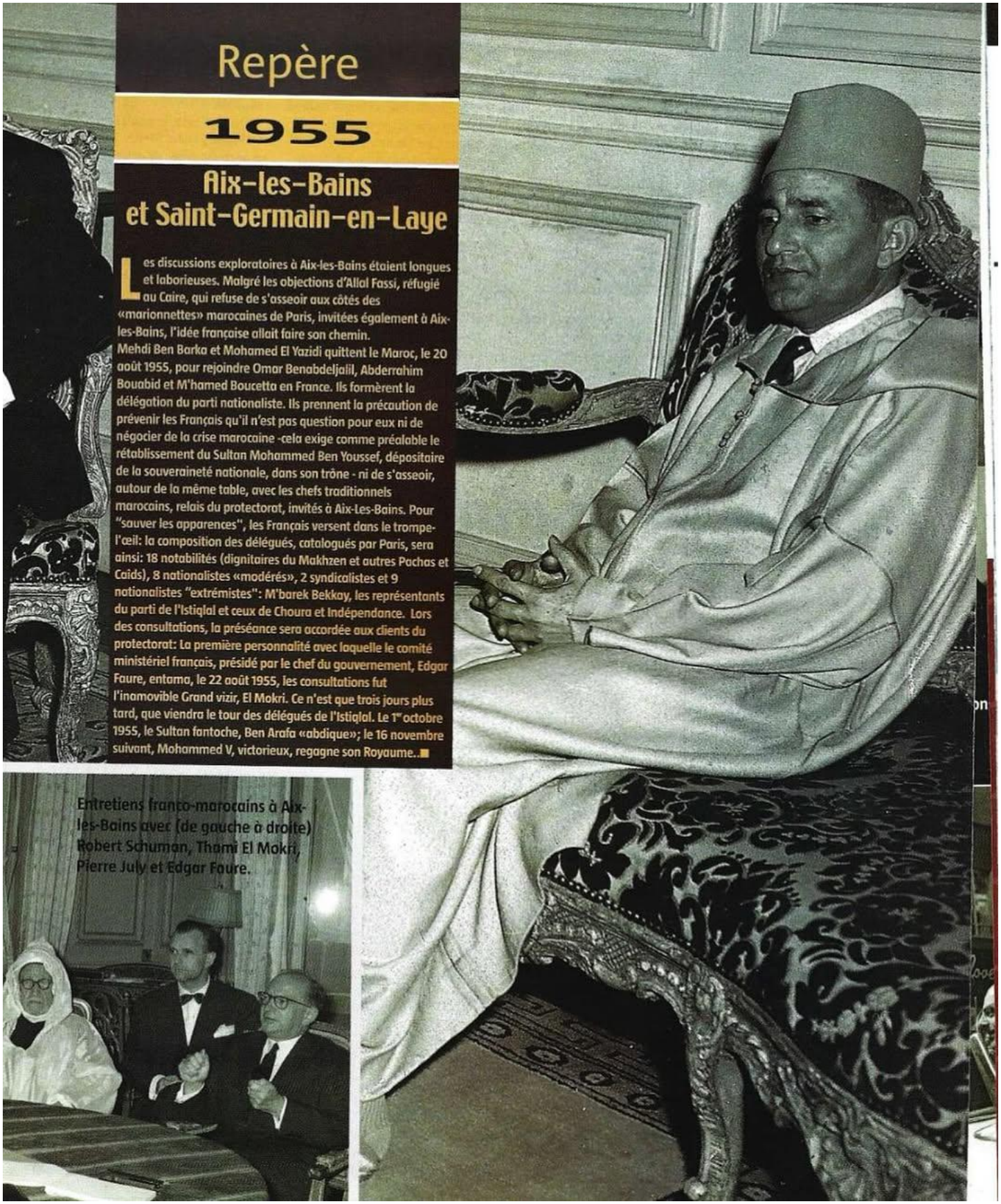
15 novembre 1955, Mohammed V et le prince héritier Moulay Hassan reçus par Pierre Mendès-France à Saint-Germain-en-Laye.

Repère

1955

Aix-les-Bains et Saint-Germain-en-Laye

Les discussions exploratoires à Aix-les-Bains étaient longues et laborieuses. Malgré les objections d'Allal Fassi, réfugié au Caire, qui refuse de s'asseoir aux côtés des «marionnettes» marocaines de Paris, invitées également à Aix-les-Bains, l'idée française allait faire son chemin.
Mehdi Ben Barka et Mohamed El Yazidi quittent le Maroc, le 20 août 1955, pour rejoindre Omar Benabdeljalil, Abderrahim Bouabid et M'hamed Boucetta en France. Ils formèrent la délégation du parti nationaliste. Ils prennent la précaution de prévenir les Français qu'il n'est pas question pour eux ni de négocier de la crise marocaine -cela exige comme préalable le rétablissement du Sultan Mohammed Ben Youssef, dépositaire de la souveraineté nationale, dans son trône - ni de s'asseoir, autour de la même table, avec les chefs traditionnels marocains, relais du protectorat, invités à Aix-Les-Bains. Pour "sauver les apparences", les Français versent dans le trompe-l'œil: la composition des délégués, catalogués par Paris, sera ainsi: 18 notabilités (dignitaires du Makhzen et autres Pachas et Caïds), 8 nationalistes «modérés», 2 syndicalistes et 9 nationalistes "extrémistes": M'barek Bekkay, les représentants du parti de l'Istiqlal et ceux de Choura et Indépendance. Lors des consultations, la préséance sera accordée aux clients du protectorat: La première personnalité avec laquelle le comité ministériel français, présidé par le chef du gouvernement, Edgar Faure, entama, le 22 août 1955, les consultations fut l'inamovible Grand vizir, El Mokri. Ce n'est que trois jours plus tard, que viendra le tour des délégués de l'Istiqlal. Le 1er octobre 1955, le Sultan fantoche, Ben Arafa «abdique»; le 16 novembre suivant, Mohammed V, victorieux, regagne son Royaume..■



Entretiens franco-marocains à Aix-les-Bains avec (de gauche à droite) Robert Schuman, Thami El Mokri, Pierre July et Edgar Faure.

EXIL La déposition du Sultan

Le débarquement américain de novembre 1942, l'entrevue d'Anfa de 1943 pendant laquelle le sultan rencontre Roosevelt, les encouragements du président des États-Unis au nationalisme marocain avaient précisé les revendications des partis politiques. Puis, l'influence de la Ligue arabe, la caution donnée au mouvement nationaliste par le sultan (discours de Tanger en 1947) rendent d'autant plus urgente une nouvelle définition du régime de Protectorat.

Des négociations s'engagent entre le sultan Mohammed V et le gouvernement français, mais elles butent sur la question de souveraineté... À la fête du Trône, qui coïncide en 1952 avec le vingt-cinquième anniversaire de son avènement, le sultan réaffirme sa volonté d'indépendance. L'épreuve de force s'engage. Le 7 décembre, l'armée coloniale ouvre le feu à Casablanca sur des grévistes manifestant contre l'assassinat à Tunis, par des extrémistes français, du dirigeant syndical Fehrat Hached. La répression est sans merci. Tortures, peines de prison, déportations massives dans le Sud. Une centaine de dirigeants sont incarcérés ou exilés.

Le général Guillaume et Ben Arafa.
ROGER VIOLLET

Le 12 décembre 1953, la Résidence interdit l'Istiqlal et le Parti communiste marocain. Il ne reste plus qu'à se débarrasser du sultan. Le Résident général Augustin Guillaume lui présente un texte le dépossédant de ses derniers pouvoirs. Mohammed V refuse de le signer. La police cerne son palais de Rabat. Le 15 août 1953, le sultan s'incline. Charles-André Julien écrira qu' «il n'était pas fait pour les luttes qui impliquaient des affrontements physiques. Sa soumission à la volonté de Dieu lui tenait lieu de courage».

Le 20 août 1953, le palais de Rabat est investi par des blindés. Des gendarmes armés de mitraillettes surgissent dans les appartements du sultan. Sans ménagement, on l'embarque avec ses deux fils dans un DC3 de l'armée qui décolle vers l'Est.

Le préfet de Corse dira sa stupeur de voir atterrir en pleine nuit sur l'aérodrome d'Ajaccio l'avion dans lequel sont assis le sultan déchu et ses deux fils. Après la Corse, Madagascar et l'hôtel thermal d'Antsirabé. Il y reste deux ans. Il est remplacé sur le trône par Mohamed Ben Arafa, un vieil homme «pieux et effacé».■

L'année de la «faim»

L'année 1945, année dite «de la faim», a propagé la misère noire avec ses douloureuses répercussions sur la condition de ces damnés de la terre que constituent les ouvriers agriculteurs. En fait, depuis 1941, et sous l'effet de la sécheresse, le Maroc est en proie à la famine et au typhus. Des milliers de marocains n'ont rien à manger. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont en haillons, habillés de chiffons ou de sacs. Il ne s'agit plus pour eux de se vêtir, mais simplement de ne pas choquer la décence. Dans la plupart des familles indigènes, il n'y a qu'un misérable vêtement pour trois ou quatre personnes, vêtement que chacun met à tour de rôle pour sortir. Quant au ravitaillement, il est inexistant.

Les villes où il y a une majorité de familles européennes connaissent les restrictions, mais sont tout de même assurées d'un minimum vital. Mais les campagnes sont affamées. Les campagnes où vivent 95% des indigènes, c'est-à-dire les 9/10 de la population totale. La base de l'alimentation «indigène» est le couscous. Pour faire du couscous, il faut de la farine. Or, la ration mensuelle allouée à chaque indigène par le ravitaillement est de 3 kg d'orge ou 3 kg de blé, soit 2 kg 500 de farine pour l'orge et 1 kg 500 à 2 kg pour le blé. Cela représente une moyenne de 50 grammes de pain par jour. Il faut ajouter qu'ils n'ont souvent rien d'autre pour compléter cette maigre pitance : peu de légumes, pas de viande, bien sûr. Dans ces conditions, des milliers de Marocains vivent comme des bêtes, se nourrissent d'herbes et de racines. Le typhus, «maladie de carence» par excellence, fait rage au Maroc. On estime qu'il y a eu des centaines de victimes.■

POGROM Le massacre de Jerada

Le protectorat français avait tout fait pour détacher les juifs des musulmans, favorisant, très relativement, les uns pour qu'ils n'endossent pas publiquement l'appel des nationalistes à lutter pour l'indépendance. Il est inutile de rappeler les noms des résistants juifs puisqu'ils étaient en l'occurrence Marocains d'abord. Aussi, la Résidence passa à des actes plus conformes à son style. Après un échec d'une tentative de provocation au Mellah de Fès le soir de Mimouna, échec dû à la réaction immédiate de militants du Parti Communiste Marocain, le Contrôleur Civil Chennebault organisa à Oujda et Jerada les 7 et 8 juin 1948, le massacre de 44 marocains juifs. Il ne faut pas faire dans l'angélisme, ni passer sous silence les débordements imbéciles. Cela dit, il n'y a eu ni pogrom, ni chasse aux juifs. La Résidence réussit, dans le contexte de la création de l'Etat d'Israël, à la fois le premier choc massif en faveur du sionisme.

Choc qui entraîna une première vague d'émigration qu'André Chouraqui évalue à 10% de la population juive marocaine, ainsi que la dissolution de la fédération des mineurs dont les responsables étaient inculpés d'être les organisateurs de ces massacres. Le procès contre les auteurs présumés de cette tuerie a provoqué de très vifs remous dans l'opinion marocaine. Le verdict a été rendu le 25 février 1949. Pas de condamnation à mort, mais quatre peines de travaux forcés à perpétuité et plusieurs autres peines de prison.■

Le Pigalle à Bousbir

L'administration coloniale française a facilité, partout en Afrique du Nord, l'implantation des maisons de tolérance, dites «quartiers réservés». En Algérie, on connaît notamment ceux de Sidi Bel Abbès, de Djelfa et de Biskra. Mais c'est surtout au Maroc que les plus gros de ces quartiers -certains à l'échelle de petites villes comme à Meknès- ont été organisés. Le plus réputé d'entre eux -le Bousbir de Casablanca- a compté, de son ouverture au début des années 1920 à sa fermeture en 1955- entre 600 et 900 femmes.

Devenu une sorte de modèle d'organisation de la prostitution, Bousbir sera ensuite exporté, avec plus ou moins de succès, dans d'autres agglomérations urbaines d'Afrique du Nord. Dans les années 1930 par exemple, l'administration coloniale tente ainsi d'implanter des quartiers réservés à Marrakech et à Tunis.

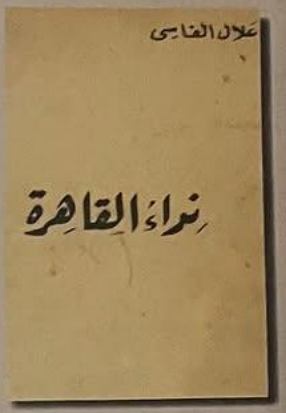
Véritables «harems du capitalisme», ces quartiers qui sont souvent des entreprises commerciales très rentables ont la particularité d'être entièrement clos de murs. «Protégés» par des enceintes, ces derniers ne disposent que d'une seule entrée gardée, jour et nuit, par un double poste militaire et policier.

Les filles ne pouvant sortir que rarement et leurs sorties étant assujetties à une permission donnée par le policier des moeurs et par le médecin du dispensaire, le quartier a donc été aménagé avec des commerces (vendeurs de babouches, de fruits, de beignets...), un cinéma, un hammam...■

L'actuelle place 16 novembre, dans les années 50, pas si loin de Bousbir.

DR

«L'APPEL DU CAIRE»



On se souvenait de l'appel lancé du Caire par Allal El Fassi sur la radio «La Voix des Arabes», le 20 août 1953, une demi-heure après l'annonce de l'exil du sultan Mohammed. C'est ce même texte, ainsi que d'autres discours, que le fondateur et idéologue de l'Istiqlal a regroupé, six ans plus tard, sous le titre de «L'Appel du Caire». L'intention, selon la dédicace, est clairement commémorative : «C'est à Sa Majesté que je dédie ce livre qui sort de presse le jour du sixième anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple, et de l'Appel du Caire», en août 1959. Le choix des textes couvre la période qui va de l'exil du sultan jusqu'à son retour en 1955 et à la proclamation de l'Indépendance, à l'exclusion d'autres textes concernant les peuples colonisés en général. Allal El Fassi a choisi de se focaliser sur l'histoire du Maroc. C'est l'objet de toute la première partie, intitulée «Au Cœur de la lutte». Puis il élargit l'analyse à la résistance au colonialisme en général dont il étudie les dimensions sociales et culturelles. Quant à la troisième partie, «Entre le passé et le présent», elle constitue une réflexion politico-religieuse qui témoigne de ses positions en faveur d'un islam traditionaliste. Il n'est pas anodin que cet ouvrage ait été publié à Rabat, huit mois après la scission du parti de l'Istiqlal et un mois avant la publication du Manifeste de l'UNFP... L'année suivante, Allal El Fassi était appelé au gouvernement comme ministre des Affaires religieuses, chargé de l'élaboration de la Moudawana.■

1955-1965 L'Ivresse d

NAISSANCE D'U

Hassan II et Oufkir.

AFP

1956

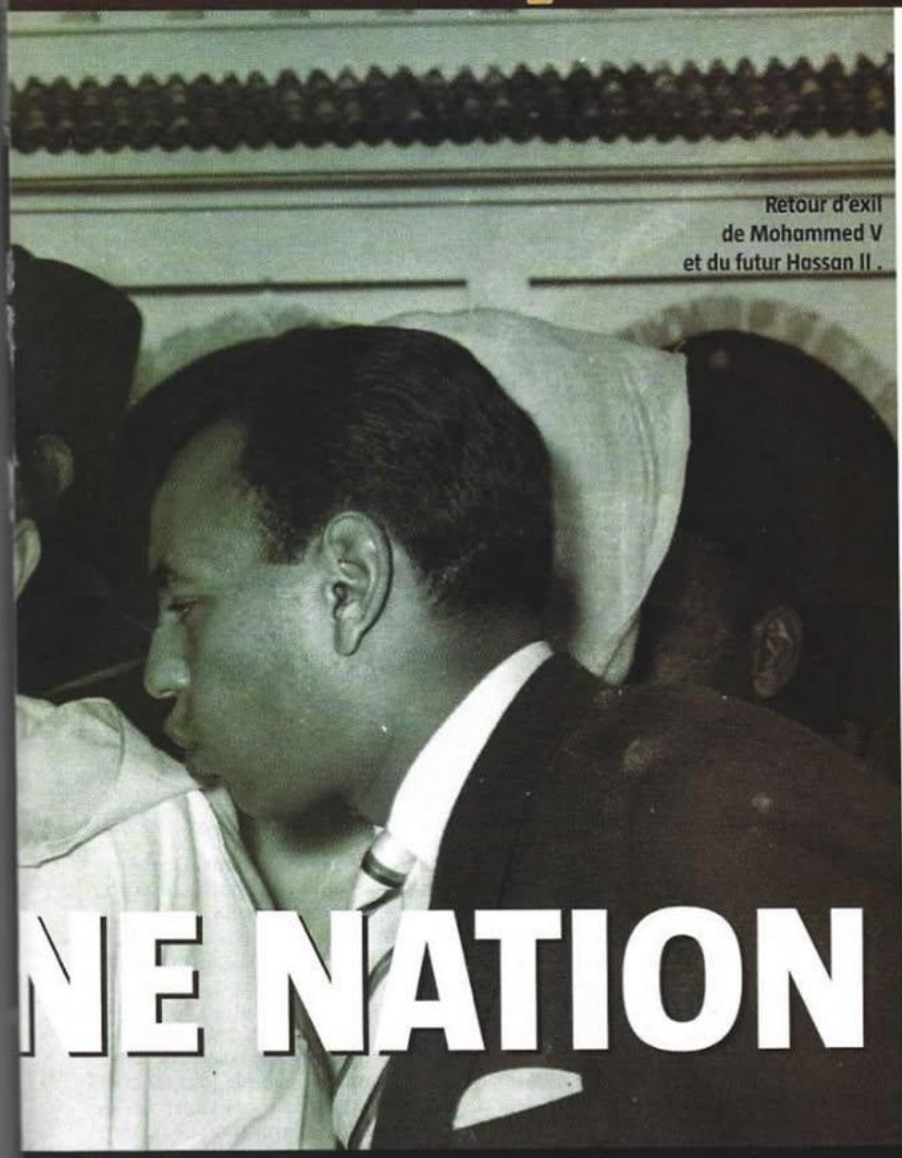
Le Maroc indépendant

La France reconnaît l'indépendance du Maroc. C'est le gouvernement présidé par l'officier berbère Bekkai Ben M'barek Lahbil, le premier gouvernement du Maroc indépendant, qui a négocié l'accord. Mohammed V a participé à la négociation et à la signature de la convention. L'Espagne ne tarde pas à suivre la France : le 7 avril, le Maroc récupère la zone nord qui était sous protectorat espagnol. Le Maroc, pays indépendant, est ensuite admis comme membre aux Nations Unies. ■

1961

Une nation en deuil

Décès de Mohammed V. Moulay Hassan, qui a déjà une solide expérience du pouvoir (chef d'état major des FAR, chef d'Etat intérimaire, vice-président du conseil de gouvernement), est intronisé le 3 mars sous le nom de Hassan II. Le lendemain de son accession au trône, il prend la tête du sixième gouvernement. Il installe progressivement ses fidèles aux postes-clés. Son fidèle ami Ahmed Réda Guédira devient directeur du Cabinet royal. ■



Retour d'exil de Mohammed V et du futur Hassan II.

NE NATION

Les premiers jours du retour de la liberté et les protagonistes qui les animent concentrent quasiment le demi-siècle d'histoire qui les suit.

PAR **MAÂTI MONJIB** HISTORIEN
AVEC **CAROLINE TAÏX**

1962

La Constitution boycottée

Référendum sur la première Constitution. Le texte a été rédigé par Hassan II. Le Maroc y est dit «monarchie constitutionnelle appartenant à l'Afrique, dont l'islam est religion d'Etat et l'arabe langue officielle». Le texte institutionnalise le roi «Commandeur des croyants». Il n'y a pas de séparation des pouvoirs, puisque c'est le roi qui délègue les trois pouvoirs à des autorités. Boycotté par l'UNFP mais avec le soutien de l'Istiqlal, le texte est officiellement adopté par 97% des votants (84% des inscrits). ■

1963

La Guerre des Sables

Les FAR attaquent des positions algériennes dans le territoire contesté du Sahara, c'est le début de " la guerre des sables ". Une fois que la France a renoncé au Sahara, le gouvernement algérien s'empresse de proclamer l'intangibilité des frontières coloniales. Le Maroc est loin de voir cela d'un bon œil. La tension monte et explose le 14 octobre. Les colonels Oufkir et Ben Aomar remportent rapidement des victoires. Un cessez-le-feu est signé le 2 novembre. Avec cette " guerre des sables ", Hassan II s'est assuré pour plus de dix ans la stabilité sur la frontière orientale du Maroc, tout en rehaussant le prestige des FAR. ■

ROGER VIOLET

Mohammed V arrive à Rabat le 16 novembre 1955. Il vient de passer exactement deux ans et trois mois en exil. Quand son avion apparaît à l'horizon, la foule entre littéralement en transe. Ses deux fils Hassan et Abdellah l'accompagnent. Deux cent mille Marocains sont là à l'attendre. L'organisateur en chef de cet accueil populaire n'est autre que le cerveau et architecte de l'Istiqlal, Mehdi Ben Barka. Au son du bandir et de la kamanja à caisse tarro, des groupes chantent : «âmeyn wa tlet chhour wal malik rjaâ mansour».

C'est Oufkir qui prend le volant de la voiture royale, un revolver ostensiblement fixé à la ceinture, il fonce vers le méchouar de Rabat. Les spécialistes de la sécurité craignent le pire car Ben Barka a demandé à la police française de faire preuve de discrétion pour éviter des affrontements inutiles. Plusieurs milliers de jeunes istiqlalis en uniforme jouent le service d'ordre. Pourtant, tout se passe à peu près bien. La fête dure •••

Mohammed V et Moulay Hassan passent en revue les troupes des FAR nouvellement constituées.

PHOTOS ROGER VIOLLET

••• trois jours : les 16, 17 et 18 novembre. C'est ainsi que naît le mythe des «trois glorieuses».

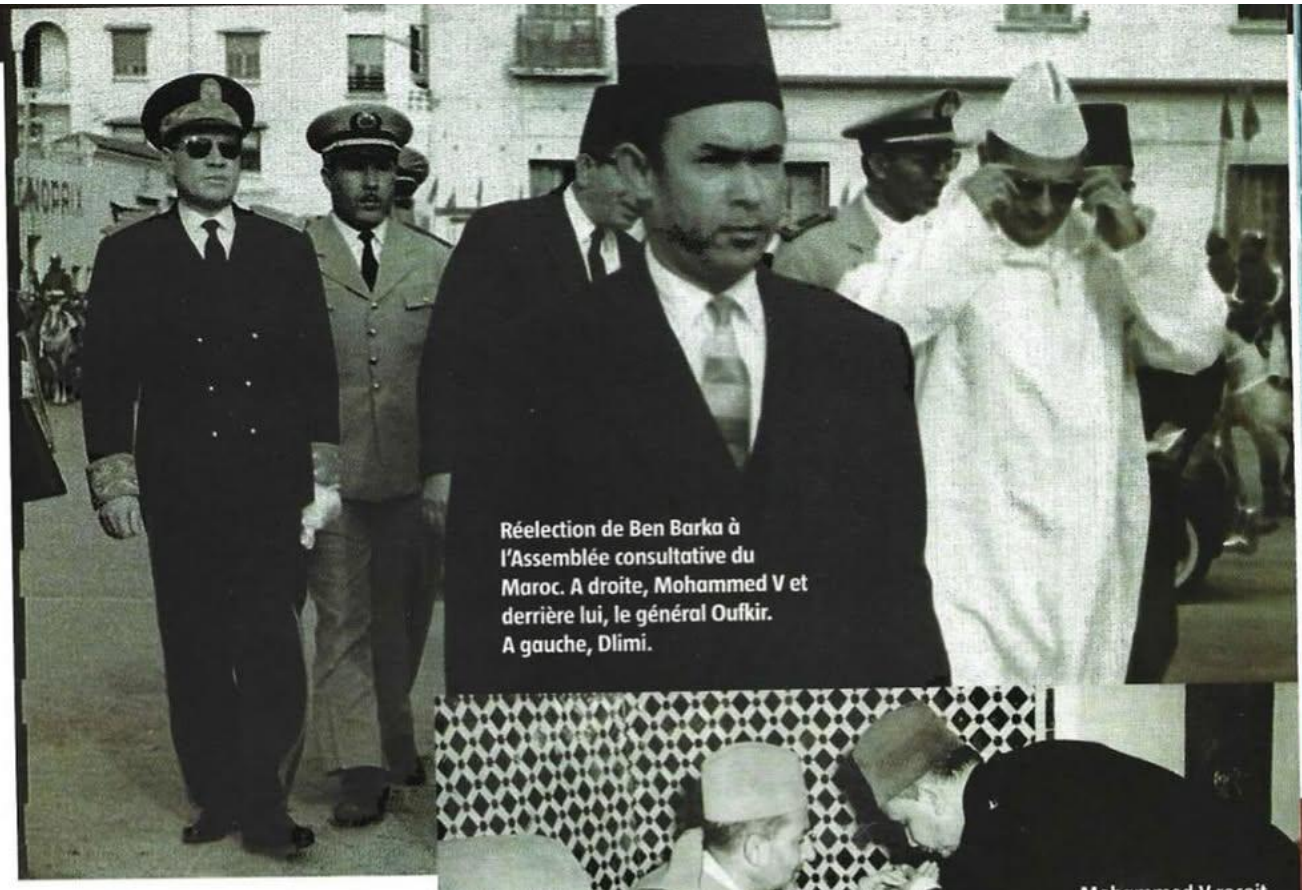
LA MONARCHIE TRIOMPHE DU NATIONALISME

Ces premiers jours du retour de la liberté et les protagonistes qui les animent concentrent quasiment le demi-siècle d'histoire qui les suit : Mohammed V, Hassan II, Ben Barka, Oufkir, Istiqlal... Les jours du 16 et du 18 novembre ont ou auront également une grande signification dans les luttes qui agiteront les décennies qui suivent.

Commençons par ces chiffres apparemment anodins que sont 16 et 18. De fait, c'est le 18 novembre 1927 que le futur Mohammed V est déclaré sultan-imam du Maroc. C'est donc la fête du Trône. Le 16, c'est le retour du Roi-leader nationaliste. Les stratèges du Palais ont manœuvré afin de rapprocher au maximum la date de retour de Mohammed V du jour anniversaire du Trône afin que les fêtes «nationale» et «monarchique» se confondent, afin que les légitimités qu'elles portent et célèbrent fusionnent en une seule.

Jusqu'à aujourd'hui les trois glorieuses sont considérées comme l'anniversaire de l'Indépendance or, il n'en est rien. La vraie date de celle-ci est le 2 mars 1956, le jour de la signature des accords franco-marocains reconnaissant l'accès de l'empire chérifien au statut d'Etat internationalement souverain. L'objectif de ces stratèges-idéologues est d'agir sur la conscience collective en faisant du retour du roi sur son trône le jour le plus important du calendrier politico-rituel de chaque année. De fait, le 2 mars ne sera jamais célébré comme fête nationale surtout que (sans doute par pur hasard) la montée sur le trône de Hassan II se fera le 3 mars 1961. Ainsi, le 18 novembre fait ombre au 16 du même mois et le 3 mars éclipse totalement le 2 mars. La monarchie a peur de la nation, elle mange son âme comme le sorcier africain mange l'âme de son ennemi. La nation ne doit exister que comme porteur de chandelle de la monarchie. De même, tout nationalisme qui refuse de porter les habits du monarchisme est considéré comme suspect. Ainsi, dès 1956, le prince héritier et chef d'état-major des forces armées royales fait tout pour détruire l'Armée de libération nationale. Car celle-ci agit au nom des intérêts suprêmes de la nation. Hassan II envisageait avec appréhension le jour où la dite armée de libération serait auréolée de la libération du Sahara sinon de la Mauritanie. Cela aurait été «idéologiquement» dangereux pour le monarchisme. Car une telle éventualité aurait renforcé et le nationalisme et son autonomie par rapport à l'institution monarchique. Si Ben Barka nomme son parti l'Union nationale ce n'est pas un hasard et si les promoteurs du Fdic ont caressé l'espoir, pendant un certain temps, d'appeler leur organisation «Front royal», ce n'est pas un hasard non plus. De fait, cette première décennie de l'histoire du Maroc indépendant est surtout une-décennie d'une lutte acharnée entre un natio-

Des groupes chantent : "âmeyn wa tlet chhour wal malik rj



Réélection de Ben Barka à l'Assemblée consultative du Maroc. A droite, Mohammed V et derrière lui, le général Oufkir. A gauche, Dlimi.

Mohammed V reçoit Allal El Fassi pour s'entretenir de la situation politique du pays après la démission de Bouabid, ministre de l'Economie nationale.

En visite officielle à la Maison-Blanche où il a rencontré Kennedy, en 1963, Hassan II s'offre une virée sur Broadway.

••• nalisme idéologiquement centrifuge et un monarchisme aux prétentions hégémoniques.
Ainsi, si les leaders nationalistes ont tout fait pour «outiller» la nation : Abderrahim Bouabid réussit le tour de force de créer une monnaie nationale, le dirham, dès 1958. Ben Barka et autres Abdellah Ibrahim projettent de distribuer les terres de colonisation aux masses paysannes qui forment la substance de la nation. L'élite istiqlalie fait de l'instruction publique la question centrale en vue de renforcer les soubassements culturels modernistes de la nation.

MONARCHISME MAKHZÉNIEN

Hassan II, lui, préfère renforcer le monarchisme makhzénien conservateur en

aâ mansour".

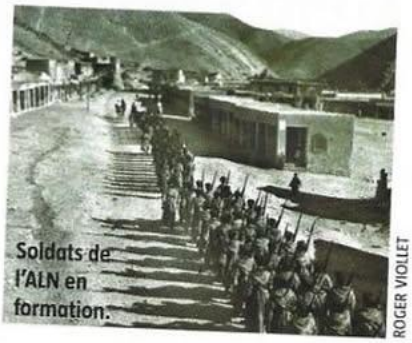
entretenant, à grands frais, une clientèle numériquement limitée mais politiquement sûre. Plus de 300000 hectares des meilleures terres de colonisation sont illégalement distribuées à des baiseurs de main, à des officiers et autres notables ruraux ou nationalistes repentis.

••• Mais les armes employées, durant cette décennie, par le Palais contre le nationalisme ne sont pas seulement d'ordre socio-économique et idéologique, mais également policier. La destruction de l'Armée de libération en 1958-60 puis la tentative d'élimination du parti de Ben Barka, en 1963, ne sont que des événements notoires, des points d'éclat d'une stratégie tous azimuts d'affaiblissement du Mouvement national. La ridiculisation, par télévision publique interposée, puis la suspension du Parlement en 1965, visent, entre autres, à montrer à l'opinion publique que la seule institution qui marche, et qui est donc seule légitime et utile, est la monarchie. L'anéantissement des structures de l'UNFP, la domestication du parti d'Allal El Fassi et de la centrale de Mahjoub Benseddik, le triomphe de l'esprit Makhzen au sein de l'administration territoriale sont des signes du triomphe de la monarchie exclusive.

1955-65 : cette décennie qui s'ouvre sur un grand espoir, sur une ambiance euphorique où les possibles semblent sans limites prend fin tristement le 29 octobre 1965 avec l'assassinat de Ben Barka. C'est comme si le mouvement national n'avait servi qu'à remettre sur la selle une monarchie qui a du mal à se départir du passé pré-colonial. ■

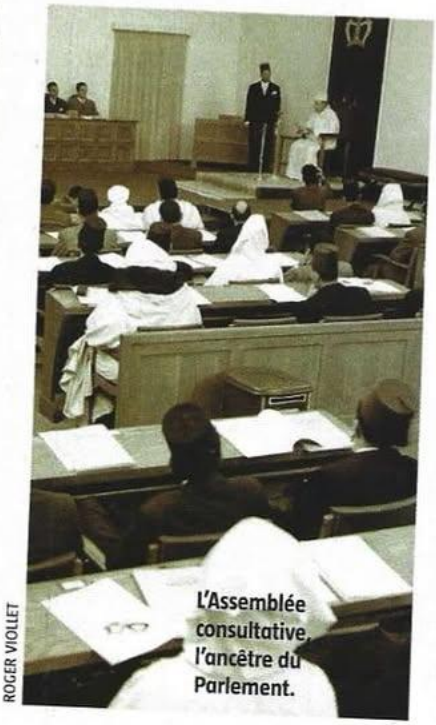
Aujourd'hui âgé de 85 ans, Abdellah Ibrahim garde un lourd secret sur les circonstances de sa démission.

L'Armée de Libération décimée



Soldats de l'ALN en formation.

ROGER VIOLLET



L'Assemblée consultative, l'ancêtre du Parlement.

ROGER VIOLLET

Le Traité d'Indépendance a été dûment signé et les Forces armées royales ont beau être à l'œuvre depuis avril 56, avec à leur tête, Moulay Hassan, l'Armée de libération n'entend pas tout de suite déposer les armes. Une bande d'irréductibles veut en effet poursuivre le combat afin de libérer du colonialisme toute l'Afrique du Nord. Il faut mettre au pas ces quelques milliers de résistants et membres de l'Armée de libération qui représentent une menace certaine pour le nouveau pouvoir.

Il faut intégrer l'ALN dans les FAR. C'est en partie chose faite en juillet 56 quand près de 5.000 membres sur 10.000 rejoignent les FAR. Le reste des effectifs opte pour d'autres services publics ou pour un retour au foyer. La plus grande partie de l'ALN, notamment sa branche nord, est ainsi mise au pas.

Reste encore la branche sud, parmi lesquels un grand nombre de Sahraouis, selon Ignace Dalle («Les trois rois»). Dans le Sahara, en 1957, ceux-ci harcèlent les troupes espagnoles et mènent des opérations contre la France aux confins de la Mauritanie et de l'Algérie. Encore une fois, leur objectif était de liquider la présence coloniale dans toute l'Afrique du nord. Les FAR n'ont ni les moyens ni la possibilité d'entrer en conflit avec la prestigieuse Armée de libération, comme le souligne Pierre Vermeren dans «Histoire du Maroc depuis l'indépendance».

Les armées française et espagnole prennent cette charge en main en montant l'opération Ecouvillon en février 1958. Les forces de l'armée du sud sont liquidées, ce qui revient à la quasi-liquidation de l'ALN. Le bras armé de l'Istiqlal est anéanti pour l'essentiel, au bénéfice du Palais et sans que celui-ci ait jamais eu à intervenir, conclut Pierre Vermeren. Les FAR et les troupes étrangères stationnées au Maroc (encore 10.000 hommes en 1959) sont maîtresses du territoire marocain et de ses marges. ■

PROFIL Abdellah Ibrahim, le militant de toujours

DR

Dresser le portrait d'Abdellah Ibrahim, c'est présenter le parcours d'un militant marocain. Avec tant d'autres, il a lutté pendant des décennies pour l'indépendance d'abord, puis pour la démocratie. Né en 1920 à Marrakech, il a très tôt goûté à la répression. Il s'est en effet engagé très jeune dans le Mouvement national et a pris part au combat, d'abord dans les cellules secrètes de lutte puis au comité de l'Action Marocaine. Il participe alors à une action secrète de politisation de la population. Il s'agit d'informer et d'expliquer les différentes luttes menées dans les autres pays «martyrs» de la colonisation. En 1936, il est arrêté par la Résidence et est condamné à trois mois de prison ferme. Mais cette incarcération n'a pas altéré sa détermination. Ibrahim est l'un des 59 signataires du Manifeste de l'Indépendance du 11 janvier 1944. Il ne tarde pas à être de nouveau condamné, à deux reprises. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il part étudier à Paris. A son retour, il renoue avec le mouvement nationaliste. Il est rédacteur en chef d'«Al Alam». Nouvelle condamnation. Il est libéré en octobre 1954. A l'indépendance, Abdellah Ibrahim est appelé à participer au nouveau régime. Lors de la constitution du premier gouvernement du Maroc indépendant, il est nommé à la tête du ministère de l'Information. Il devient ministre du Travail dans le second. Puis, poussé par Mehdi Ben Barka et Abderrahim Bouabid, il prépare avec le soutien de l'UMT dont il est co-fondateur en 1955, la scission qui conduit à la création de l'UNFP en janvier 1959. En décembre 1958, il constitue le premier gouvernement marocain de gauche et en prend la tête. «Ce gouvernement était politique sans être partisan d'un quelconque parti puisque j'avais au préalable annoncé mon retrait du parti de l'Istiqlal», explique-t-il.
Il se dédie entièrement à la finalisation de politiques économiques et sociales aptes à redresser la situation du pays. Mais l'expérience est brutalement interrompue par le roi en mai 1960. Abdellah Ibrahim est resté fidèle à l'UNFP. ■

1936
En 1936, il est arrêté par la Résidence et est condamné à trois mois de prison ferme.

1944
Il est l'un des 59 signataires du Manifeste de l'Indépendance.

1955
L'UMT voit le jour. Ibrahim en est l'un des co-fondateurs.

1958
Il constitue le premier gouvernement marocain de gauche et en prend la tête.

ROGER VIOLLET

Mohammed V acclamé par des milliers de nationalistes qui sont venus l'accueillir à l'aéroport de Rabat-Salé.

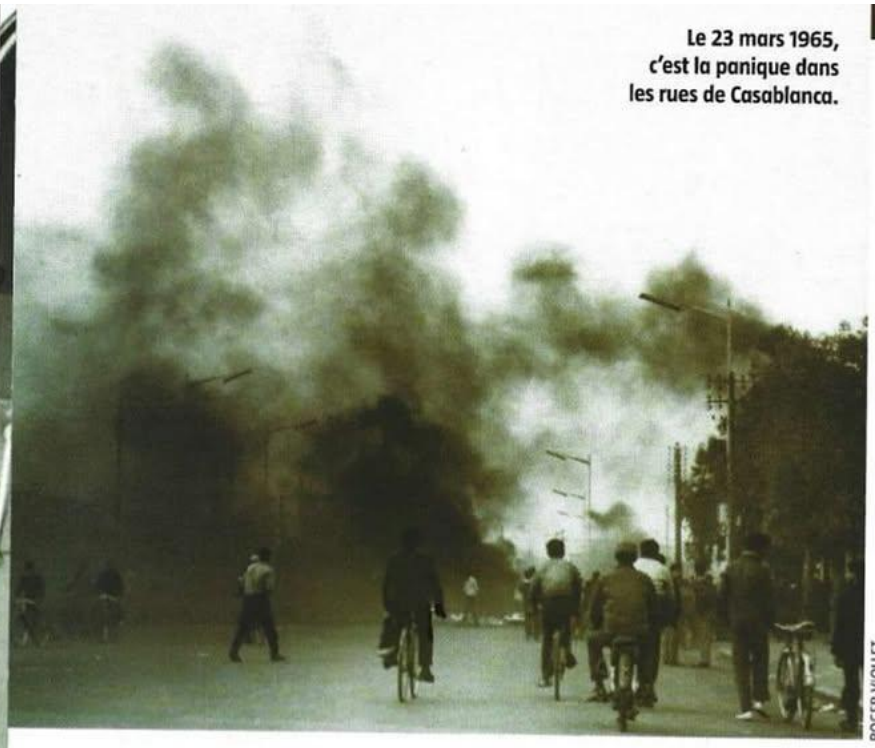
Repère

1955

Le sultan rentre d'exil

Plus de 30.000 militants nationalistes sont venus l'acclamer à l'aéroport de Rabat-Salé. C'est un retour triomphal. Après environ 2 ans d'exil, en Corse puis à Madagascar, celui qu'on appelle encore le sultan Sidi Mohammed est de retour au Maroc. Sa situation a considérablement changé en quelques mois. Pour la France, il est devenu le seul interlocuteur valable capable de dénouer la crise. Au Maroc, il symbolise l'indépendance du pays. L'Istiqlal a d'ailleurs soulevé le pays en son nom, bien qu'il espère contenir le souverain dans une fonction honorifique. Au moment du retour d'exil, même s'il faudra encore attendre 4 mois pour que soit signé le Traité d'Indépendance, une bonne partie du travail est fait. Le 22 août 1955, une conférence se tient à Aix-les-Bains. Français et Marocains y décident de créer un conseil du Trône et un gouvernement marocain chargé d'établir une base de négociations pour l'avenir des relations franco-marocaines. Un accord est trouvé et approuvé par Mohammed V, le 8 septembre. Mohammed ben Arafa abdique le 1er octobre et le 26, l'Istiqlal exige le retour du sultan légitime. Les choses vont ensuite très vite. Le 1er novembre 1955, Mohammed V a entamé des négociations avec le président du Conseil français, Edgar Faure. Ces discussions aboutissent à la "Déclaration de la Celles Saint-Cloud" par laquelle la France met un terme au régime de protectorat et rétablit l'indépendance du Maroc. Le retour de Mohammed V marque la concrétisation de ces accords. ■

Le sultan Mohammed Ben Youssef intronisé Roi Mohammed V.



Le 23 mars 1965, c'est la panique dans les rues de Casablanca.

ROGER VIOLLET

Mars 1965, la révolte étouffée

À l'origine des émeutes, une circulaire du ministère de l'Enseignement : les élèves nés avant 1948 et qui devaient avoir 18 ans ou plus au cours de l'année 1965 ne pourraient entrer dans le second cycle et arriver au baccalauréat. Cela revenait à condamner la plupart des élèves à s'orienter vers l'enseignement technique, parent pauvre d'un système éducatif déjà mal en point. Le 22 mars, à Casablanca, les élèves se mettent en grève. Ceux de Rabat et de Fès ne tardent pas à suivre, puis vient le tour des enseignants. Le 23, la grève se transforme en véritable émeute à Casablanca. Des jeunes non scolarisés rejoignent les grévistes, mais également des adultes venus des quartiers pauvres. Selon Ignace Dalle, auteur des «Trois rois», pour des milliers de Marocains sans travail et sans perspective, cette révolte des élèves, à peine dix ans après l'indépendance, était l'occasion ou jamais de se défouler après des années de frustration et de rancœur. Les dirigeants, eux, son pris par surprise. Le général Oufkir réprime violemment les émeutes. Officiellement, on dénombre 7 morts, 69 blessés et 168 arrestations pour la ville de Casablanca. La réalité est infiniment plus tragique. Selon les télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France envoyés à Paris, cités par Ignace Dalle, le bilan s'élèverait à au moins 400 morts. Parmi les victimes, il y aurait eu des femmes et des enfants en grand nombre. Les condamnations sont par ailleurs tombés par centaines. Hassan II s'en est pris particulièrement aux enseignants, leur reprochant d'avoir fermé les écoles et ordonné aux élèves de descendre dans la rue pour manifester. Et il est allé jusqu'à ajouter à leur intention : «*Permettez-moi de vous dire qu'il n'y a pas de danger aussi grave pour l'Etat que celui représenté par un prétendu intellectuel. Il aurait mieux valu que vous soyez des illettrés*».

Cette explosion sociale a eu un impact considérable sur le devenir du pays. Elle a participé à la création d'une gauche nouvelle, libérée des contraintes qui caractérisent l'action de l'opposition classique. Ces événements ont par ailleurs mis en relief le rôle du général Oufkir, déjà à l'époque chef de la sécurité et ministre de l'Intérieur. ■

ROGER VIOLLET

LIVRE

«Le Commandeur des croyants»

A l'issue de sa thèse en sciences politiques, c'est un brûlot que publie John Waterbury : «Le Commandeur des croyants : la monarchie marocaine et son élite» (PUF, 1975). Le livre, même s'il vient d'être traduit en arabe, près de quarante ans après sa publication en anglais, est toujours interdit au Maroc dans sa version française.

L'auteur y analyse le fonctionnement du makhzen, par cercles concentriques, et étudie le rapport des élites politiques au pouvoir. Il met en lumière le jeu d'allégeance et de protection, la faveur royale «qui élève et qui abaisse», passant outre les dispositifs constitutionnels et juridiques. Le livre décrit un système politique segmentaire. Il fait la part belle à l'histoire, notamment à l'héritage makhzénien et colonial, mais aussi à la sociologie : il insiste sur la constitution d'une intelligentsia, sur son rôle dans les villes, sur l'opposition villes/campagnes. Il analyse également les outils dont dispose le roi : la bureaucratie, le ministère de l'Intérieur, l'armée, le Cabinet royal...

Ce qui ressort de l'ouvrage, c'est que les élites valorisent, au moment même où elles rentrent dans le makhzen, leurs années de militantisme dans l'opposition, et revendiquent rentes et privilèges. Et brisent du même coup la contestation.

Waterbury a essayé de limiter au maximum l'analyse culturaliste, mais décrit un système quasi immuable. L'histoire en a montré les limites.■

1965-1975 La Couronne

LES ANNÉES DE L

Le fondateur des Forces Armées Royales aura du mal à contenir les velléités de ses galonnés.

Mehdi Ben Barka, l'opposant éliminé.

AFP

1965

Etat d'exception

En réponse aux événements de mars à Casablanca, Hassan II instaure l'état d'exception. La Chambre des représentants est dissoute et le roi prend les pleins pouvoirs. La dictature est maintenant rendue officielle. Cette période noire de l'histoire du Maroc va durer jusqu'en 1970. Officiellement. Car le Maroc ne va retrouver son Parlement qu'en 1977, soit douze ans après !■

1970

Mexico, acte I

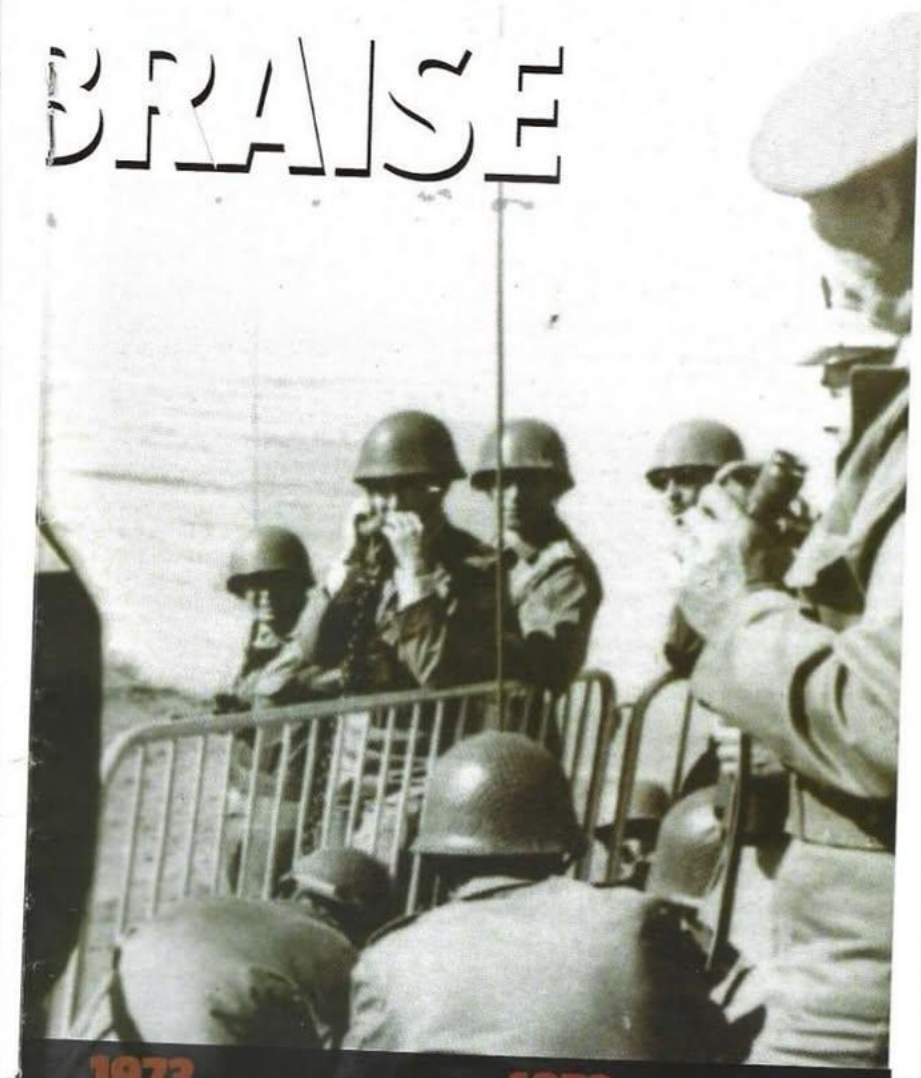
Le Maroc participe pour la première fois à la Coupe du monde au Mexique. Le Mundial accueille pour la première fois une formation africaine. Les Marocains suivent les matchs en direct sur la TVM. Les coéquipiers de Allal sont difficilement défaits par la RFA de Gerd Muller et Franz Beckenbauer par le score étriqué (1-2). Ils parviennent à arracher un nul face à la Bulgarie et se classent troisième de leur groupe.■

face à ses opposants

De la révolte des jeunes à la Marche verte, «jeunes d'ombres et de lumières» (1965-1975).

PAR MOSTAFA BOUAZIZ
UNIVERSITÉ HASSAN II,
AVEC HICHAM HOUDAÏFA & KENZA SEFRIOUI

Raconter une période n'est jamais une chose aisée, encore plus quand on est historien de métier, car les exigences de la discipline contrôlent la fluidité du discours et l'intensité des émotions. Mais quand on lit Abdellah Laroui, le grand Laroui, même le temps d'un témoignage sur Hassan II et son règne, on comprend que la subjectivité de l'historien n'est jamais absente de son récit quel que soit son degré d'érudition. Il va sans dire qu'en termes de périodisation, la décennie 1965-1975 est spécifique à bien des égards. Elle couvre une conjoncture d'exception, une fermeture du champ politique sur un fond de mutations profondes au niveau sociologique et celui de la culture politique. Mais là où le propos d'Abdellah Laroui m'interpelle, c'est quand il ignore le principal mouvement social de cette période, celui de la jeunesse scolarisée, évoqué comme une agitation marginale à «effet psychologique énorme». Les journées du 22, 23 et 24 mars 1965 à Casablanca étaient presque ordinaires, hormis *«les carcasses calcinées de deux autobus»* Laroui *«ne vit rien de tout»* ce que les autres racontaient des événements. Les autres sont aussi bien les milieux de gauche ou les cercles du Pouvoir. Néanmoins, au terme de son récit, il concède qu'*«il y eut une manifestation violente, peut être l'amorce d'une émeute, mais certains ont tout fait pour qu'elle apparaisse comme un début de révolution...»*. (Le Maroc de Hassan II, p. 40). Le débat contradictoire sur les rôles des acteurs de cette période, quarante ans après les événements, montre à lui seul qu'on est en face d'une rupture dans l'histoire récente du Maroc. Certes, elle n'était pas une rupture révolutionnaire, même si elle a été intériorisée par certains acteurs comme telle, mais, à mon sens, elle a donné naissance à un mouvement social important. Que son expression politique ne fut qu'un acteur dans la marge du •••



COLLECTION PRIVÉE

1973

Moulay Bouaâzza

Durant deux jours, les 2 et 3 mars 1973, des éléments armés attaquent le siège de la caïdat de Moulay Bouazza près de Khénifra provoquant la mort du gardien. Les assaillants appartiennent à l'organisation secrète le «Tanzim» qui a décrété l'opposition armée au régime. La chasse à l'homme déclenchée après l'attaque débouche sur des dizaines d'arrestations. Le tribunal militaire prononcera six mois plus tard, 19 peines de morts et 15 peines à perpétuité.■

1973

Marocanisation

C'est par un dahir (n° 1-73-210) que Hassan II institue une nouvelle stratégie, la «marocanisation». Plus qu'une décision économique, l'initiative relève plutôt du politique. Reprendre des terres aux étrangers pour les distribuer aux Marocains suscite une grande adhésion populaire. Le Monarque en avait bien besoin après la série des coups d'Etat et le boycott observé depuis une décennie par les partis d'opposition.■